



Effets économiques et sociaux d'une alimentation plus durable

Volet « analyse des valeurs sociales de l'alimentation »

Résumé (4p)

Les enjeux d'une alimentation plus durable et les verrouillages à l'œuvre

Les systèmes alimentaires sont au cœur des enjeux de durabilité, et ce du mondial au local. Leur évolution a des conséquences en termes environnementaux (changement global d'usage des sols, ouverture des cycles des grands éléments chimiques, pollutions), sociaux et économiques. Le débat actuel sur leur durabilité se situe dans une tension entre d'un côté une prise de conscience croissante par la communauté scientifique et de la population de la nécessité de changer ces systèmes, et d'un autre côté la difficulté de le faire au regard de la logique d'ensemble de ce système conduisant à de nombreux verrouillages socio-techniques.

Les définitions de l'alimentation durable

Pour l'ADEME « *L'alimentation durable se définit comme l'ensemble des pratiques alimentaires qui visent à nourrir les femmes et les hommes en qualité et en quantité aujourd'hui et demain, dans le respect de l'environnement* ». Cette définition peut être considérée comme un résumé de celle, plus développée, proposée par la FAO en 2010 et faisant l'objet d'un consensus dans le domaine : « *Les régimes alimentaires durables contribuent à protéger et à respecter la biodiversité et les écosystèmes, sont culturellement acceptables, économiquement équitables et accessibles, abordables, nutritionnellement sûrs et sains, et permettent d'optimiser les ressources naturelles et humaines* ».

Les objectifs de l'étude : analyser les effets économiques d'une chaîne de valeur d'un système alimentaire plus durable

L'objectif central de l'étude est d'appréhender les effets économiques et sociaux d'une alimentation plus durable en France, en se centrant sur l'analyse des chaînes de valeur. Quelles seraient les conséquences sur la formation des coûts et des prix d'une alimentation plus durable ? En bout de chaîne, les consommateurs seraient-ils prêts à en assumer les conséquences ? Telles sont les questions au cœur de l'étude.

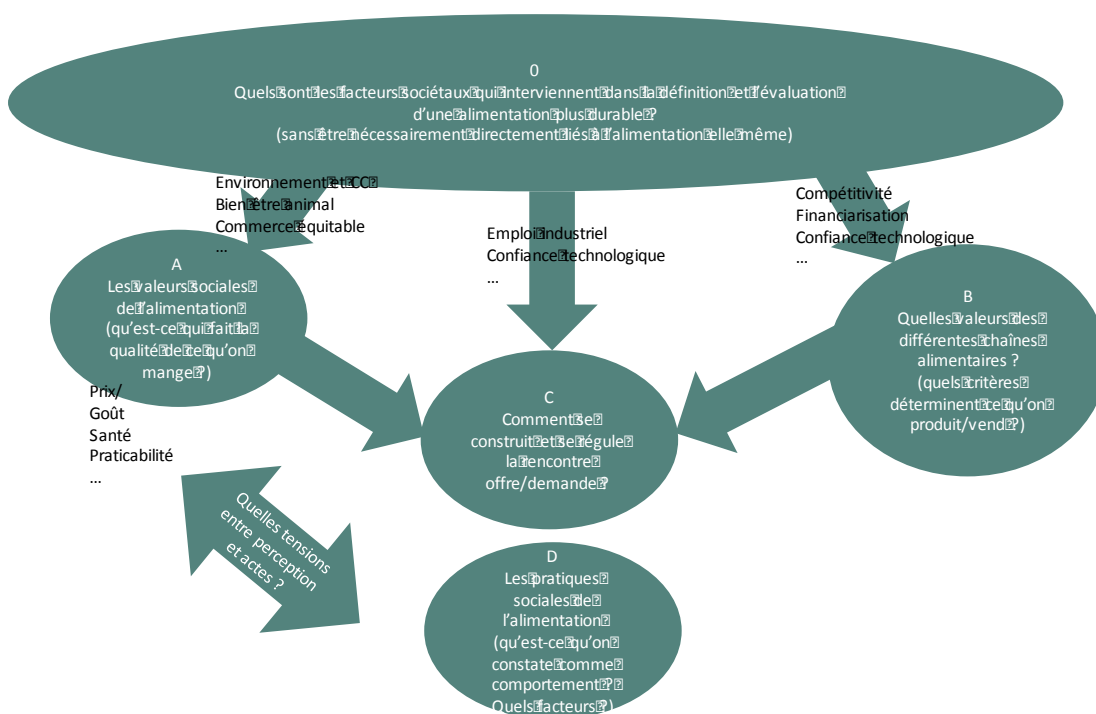
Le présent résumé rend compte de la première phase de l'étude, qui consistait en une revue bibliographique permettant de caractériser les valeurs sociales de l'alimentation des consommateurs français et de mieux comprendre les décalages constatés entre les déclarations et les comportements.

Un cadre interprétatif pour décrire les enjeux d'une alimentation plus durable

Ce décalage entre les valeurs sociales de l'alimentation — que nous définissons comme « qu'est-ce qui fait la qualité de ce que nous mangeons » — et les comportements s'explique mieux si on inscrit le consommateur dans un cadre d'analyse intégrant les acteurs des chaînes alimentaires d'un côté et ceux en charge de la régulation de l'offre-demande de l'autre. En matière alimentaire, la demande détermine l'offre tout autant que l'offre la demande, et cette rencontre offre/demande est largement organisée au sein d'un dispositif réglementaire et d'expertise impliquant des acteurs publics et privés.



Le schéma suivant résume le cadre d'analyse mobilisé, en y adjoignant la prise en compte du contexte socio-économique global dans lequel s'inscrivent les préférences et comportements alimentaires (urbanisation, montée en puissance de l'individualisme, rôle des médias et nouvelles technologies de l'information...).



Un des partis-pris de l'analyse est de considérer que les valeurs sociales ne sont pas à l'œuvre uniquement dans le champ des consommateurs (A dans le schéma précédent), mais aussi dans celui des acteurs des chaînes alimentaires, dans leur diversité (B) et dans celui des acteurs impliqués dans la rencontre offre/demande (C). Au total, nous considérons que les pratiques (D) résultent de la rencontre des valeurs à l'œuvre dans les trois champs cités.

Une évolution de l'alimentation empreinte de constats très contradictoires au regard de la durabilité

Un des premiers enseignements de l'étude est la complexité du système régissant les valeurs sociales et l'image d'ensemble que l'on peut saisir.

La figure suivante indique les éléments (non exhaustifs) recensés dans l'étude bibliographique, qui conduisent des visions contradictoires de la direction prise par le système alimentaire.

VERS PLUS DE DURABILITÉ	VERS MOINS DE DURABILITÉ
<ul style="list-style-type: none"> • Plus de consommation en produits biologiques • Moins de consommation de graisses et sel • Plus de cuisiné maison • Plus de lieux et des pratiques d'achat alternatifs (AMAP, marchés locaux,...) • Stabilisation de l'obésité • Développement de pratiques écoresponsables dans les grandes entreprises et sensibilité <u>réputationnelle</u> aux critiques dans le domaine de la RSE • Consommation énergétique de l'agriculture qui décroît régulièrement depuis 2005 • Relativisation du discours : « le prix de l'aliment prime sur tous les autres critères ». 	<ul style="list-style-type: none"> • La consommation de pesticides continue de croître (+6% entre 2011 et 2014) • Les indicateurs biodiversité de l'agriculture se dégradent • Progression des plats préparés • Cancers professionnels agricoles avérés et la suspicion croissante du rôle des pesticides sur santé • Prix aux producteurs non rémunérateurs, impacts marqués sur systèmes mixtes • Pratiques opaques des distributeurs et des industries qui continuent



Au total, on retombe sur une analyse largement partagée : d'un côté, des changements de perception et d'attentes sociales en matière de développement durable qui ne se démentent pas depuis près de trois décennies et qui se traduisent dans une offre et une consommation de produits agricoles plus diversifiée et plus responsable ; de l'autre, le constat d'une logique industrielle qui continue sa concentration, sa pression sur l'amont, son opacité et, *in fine*, des résultats qui ne se traduisent pas par plus de durabilité dans le secteur agricole malgré les efforts engagés. Avec comme point central dans l'analyse la préférence d'un consommateur qui privilégierait avant tout le facteur prix. Cette préférence primordiale induisant alors une pression qui remonte toute la chaîne alimentaire.

Un consommateur complexe et au centre d'un champ de forces en équilibre instable

Plus qu'un consommateur déterminé dans ce qu'il consomme, il vaut mieux considérer des agents qui combinent des types de consommations (du bio préparé à la maison à la consommation hors domicile de plats industriels peu équilibrés). L'importance relative de ces types définit des profils de consommation. Ces derniers sont fonction de l'âge et varient au cours des grandes périodes de la vie, mais aussi sur des pas de temps beaucoup plus courts (ils peuvent coexister dans une même journée) et en fonction des lieux de consommation.

L'adoption d'un type de consommation plus ou moins durable résulte d'un champ de forces aux multiples dimensions (économiques, éthiques, culturelles...). Chacune de ces forces est puissante si on la considère individuellement : sensibilisation personnelle, appartenance à un groupe social, contraintes géographiques et économiques. Mais ces forces sont également potentiellement contradictoires. Il en résulte un comportement difficilement prévisible, pas entièrement cohérent — ce qui peut être interprété comme un comportement irrationnel, alors qu'il s'agit plutôt de la combinaison de plusieurs rationalités — et sur lequel de nombreux acteurs tentent de jouer, dans un sens ou l'autre.

Une rencontre entre offre et demande construite et conflictuelle/compétitive

L'intégration de la durabilité par le consommateur s'inscrit finalement dans un espace de rencontre entre demandes (portées par le consommateur) et offres (construites par différentes parties prenantes). Cet espace est divers — si l'on considère la gamme de produits proposés — mais il est aussi structuré par des grands groupes industriels et de distribution qui dominent le jeu d'acteurs. L'hybridation conduite par ces groupes — c'est à dire la capacité à intégrer dans la logique industrielle des attentes, des produits et des modes de commercialisation qui se sont initialement construits en opposition à cette logique — reconfigure tout le marché alimentaire. Les débats autour de l'industrialisation de l'agriculture biologique, conduisant les acteurs économiques, associatifs et publics à redéfinir le cahier des charges de cette dernière, illustre centralement cette idée : c'est bien autour d'une logique industrielle et de grande distribution que le cahier des charges est revisité, avec des enjeux de mise en compétition entre pays (par exemple, des normes danoises sur les poulets qui sont moins exigeantes que celles françaises). Le consommateur de produits bio devra se positionner par rapport à cette nouvelle offre, qui évolue pour partie indépendamment de sa demande.

Une évolution vers une alimentation (plus) durable qui dépendra du déverrouillage de la logique d'approvisionnement en «commodités¹» agricoles

Un des points clés de l'analyse est l'importance de la maîtrise des approvisionnements en matière première par les acteurs dominants en aval de la chaîne alimentaire, depuis la collecte jusqu'à la distribution marchande ou de restauration. Par acteurs dominants, on entend ceux des grands groupes qui mettent en œuvre les logiques de concentration visibles dans tous les maillons de la chaîne, selon une logique industrielle traitant des volumes croissants produits selon une logique de masse. Dans ce schéma, les matières premières agricoles sont majoritairement des « commodités », c'est à dire des produits indifférenciés dont on recherchera essentiellement une qualité industrielle — exigeante par ailleurs — au plus bas coût d'approvisionnement.

¹ De l'anglais *commodity* : désigne un produit de base, standardisé et courant, aux qualités connues des acheteurs.



Notre analyse est que le « point opaque » pour la plupart des grandes entreprises qui structurent cette chaîne alimentaire est l'approvisionnement, au niveau des organismes de collecte. Pour les industries et la distribution, pour lesquelles le coût d'approvisionnement est une variable essentielle, il est nécessaire de garder le maximum de degrés de liberté à ce niveau. La logique d'achat prime ici sur la capacité d'intégration de durabilité au niveau de la production. La concentration des points de stockage et de plateforme logistiques élargit les bassins de collecte potentiels et renforce la capacité de pression des acheteurs. On pourra ainsi faire des progrès au niveau du process, des recettes et de la formulation, du packaging et de la maîtrise des flux industriels et logistiques (en aval, donc), mais l'amont reste pour beaucoup une variable aveugle malgré les annonces faites en matière d'approvisionnement durable. Dès lors, on peut poser le fait que c'est à ce niveau que sont reportés les problèmes de durabilité, sur les plans économiques, sociaux et environnementaux. C'est une autre manière d'interpréter les rapports de négociation dissymétriques entre l'amont et l'aval.

Cette analyse a des conséquences directes sur la question de la capacité d'intégration des valeurs sociales dans l'ensemble de la chaîne de valeur alimentaire.

- Pour les grandes entreprises qui contrôlent la chaîne alimentaire depuis l'aval, l'intégration de la durabilité dès l'amont implique des coûts supplémentaires au regard de l'organisation logistique et économique constitutive de ces entreprises. C'est aller au rebours de la « commodification » de produits, c'est pour beaucoup diversifier les sources d'approvisionnement en termes géographiques (plus de durabilité dans la production impliquant une diversification des productions) voire d'entités fournisseurs (par exemple, le bien-être animal est-il compatible avec une organisation industrielle, à grande échelle, de l'élevage ?). Dès lors, tant que le prix bas pour l'approvisionnement demeure une variable centrale, il y a clairement une tension.
- Une alternative consiste à inverser le modèle économique, proposant un pilotage par l'amont : plutôt que de *tirer* les flux de produits depuis l'aval (avec une logique de coûts minimum), un modèle davantage fondé sur le qualitatif reposera sur une logique d'offre. C'est celle qui est à l'œuvre dans les filières bios historiques par exemple : l'amont structure l'aval et reporte ses coûts dans l'ensemble de la chaîne. Il n'y a donc pas d'emblée de surcoûts. Une des limites de ce modèle est, nous l'avons vu, qu'il entre en concurrence avec le modèle industriel dominant dès qu'il monte en échelle : son différentiel de prix de vente sera difficile à justifier, d'autant que les stratégies d'hybridation développées par les grandes entreprises brouillent l'information du consommateur.
- La dernière option est celle des circuits courts : on est aussi dans une logique d'offre, mais la proximité entre le producteur et le consommateur implique dans une exigence de durabilité, et la relation de confiance qui s'établit, court-circuite la comparaison avec l'approvisionnement via des produits « commodifiés » (ce n'est plus le critère). D'autant que la faible longueur de la chaîne de valeur peut permettre de limiter certains coûts (certification, packaging et mise en marché) ou d'en occulter d'autres (transport des produits quand c'est le consommateur qui se déplace).

Aujourd'hui, les trois modèles coexistent, et c'est même une tendance récente que de reconnaître aux derniers modèles une légitimité pleine et entière (cf. la sortie de la marginalité du bio au cours des dernières années). Dans ce sens, il y a des marges de manœuvre vers une alimentation *plus* durable, avec une distribution des coûts supplémentaires différente d'un modèle à l'autre. Mais on peut poser la question de la capacité à déboucher vers une alimentation réellement durable, y compris au niveau de la production, tant que les rapports de pouvoir reposeront sur des valeurs industrielles à grande échelle. Il y a coexistence, mais elle est organisée par les acteurs industriels.

On pressent les limites de cette capacité de prise en charge dans le constat paradoxal au départ de cette conclusion, dans la mesure où cette coexistence est déjà à l'œuvre : les signaux sociétaux vont dans le bon sens, mais les indicateurs en matière d'environnement (ceux qui dépendent de l'agriculture en tout cas) demeurent problématiques.

Le consommateur irrationnel est-il le principal responsable ? Ce n'est pas évident. Et dans cette équation, le rôle des politiques devient central. Là encore, certaines tendances sont plutôt positives sur l'aval (Programme national nutrition santé - PNNS) ou en matière de circuits courts (Projets Alimentaires Territoriaux – PAT, approvisionnement des cantines scolaires en bio), mais elles peinent à déverrouiller le « point opaque » de l'approvisionnement en « commodités ». Les États généraux de l'alimentation engagés dans l'été 2017 inscrivent ce point à l'agenda politique du récent gouvernement.